

L'attractivité française en 6 chiffres

Malgré la crise, la France reste le pays européen le plus attractif en matière d'investissements étrangers. Qu'est-ce que cela veut dire ? La réponse en chiffres.

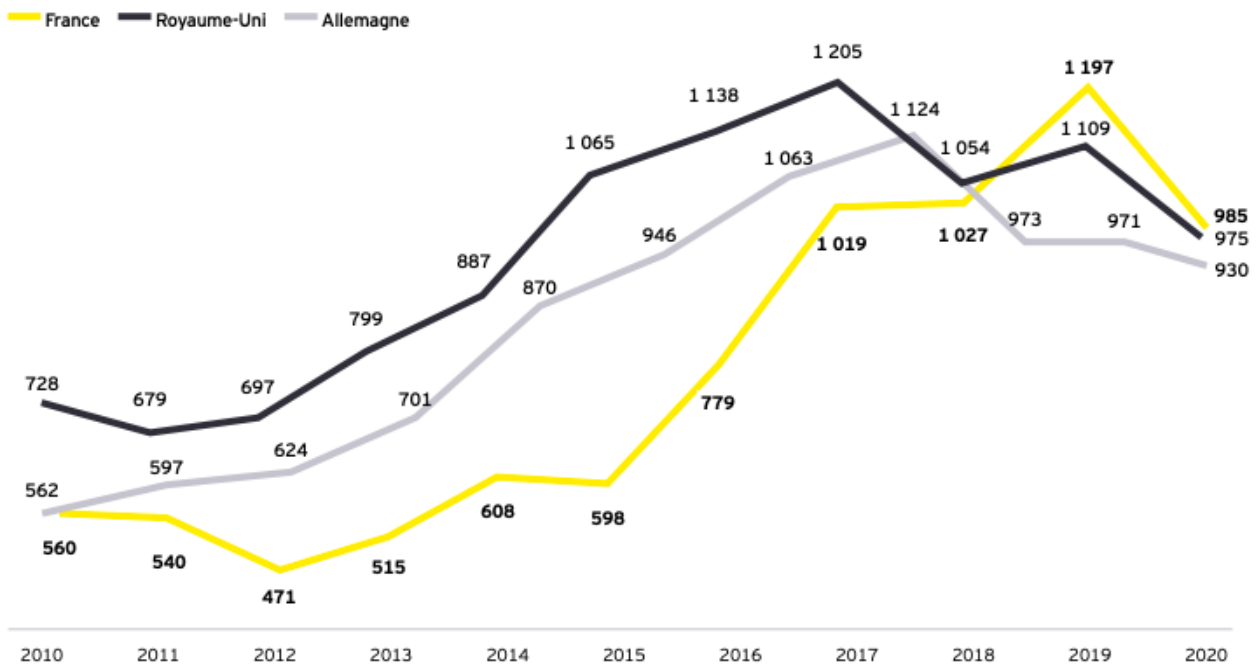
Temps de lecture : minute

7 juin 2021

985

C'est le nombre de projets d'investissements étrangers que la France a attirés en 2020, selon le *Baromètre EY de l'attractivité de la France*. Elle se classe ainsi au premier rang des pays européens les plus attractifs, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Et ce, malgré une baisse majeure (-18 %) liée à la crise du Covid-19. Rien d'étonnant pour Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management, qui estime que "*le modèle de globalisation qui prévalait s'est, au moins partiellement, enrayé avec la nécessité pour chaque gouvernement de régler ses déséquilibres internes. Le modèle est aussi tiraillé par l'accentuation des tensions internationales réduisant le caractère coopératif des relations*". Malgré ce contexte défavorable, la France confirme ainsi son statut, acquis l'année dernière, de chouchou des investisseurs ; mais l'écart avec ses concurrents directs se resserre.

Fig. 3 : Évolution comparée du nombre d'investissements étrangers annoncés entre 2010 et 2020

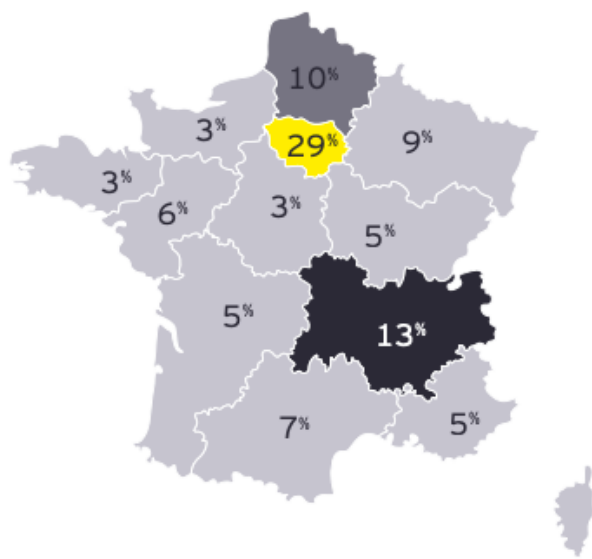


Source : EY European Investment Monitor, 2021.

+10 %

C'est la croissance du nombre de projets d'investissements dans... les Pays-de-la-Loire. La région est l'une des trois seules françaises à connaître une évolution positive, avec le Grand-Est et la Normandie (+7 % chacun). L'Île-de-France, malgré un recul de 18 % par rapport à 2019, reste largement première avec 288 projets d'investissements annoncés (soit 5 % du nombre total d'investissements en Europe). Elle est elle-même loin derrière la région du Grand-Londres qui compte 383 projets (soit 6,8 % des investissements européens), mais juste devant la région allemande la plus dynamique, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie (286 projets). Du côté des perdants de la crise, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (-34 %), fortement axée sur le tourisme, a pâti des restrictions de circulation tandis que l'Occitanie (-31 %) a, elle, payé "sa forte dépendance à l'industrie aéronautique" , note EY.

Fig. 8 : Répartition des projets d'investissements étrangers par région en 2020



Région	Nombre de projets	Évolution 2019/2020
Île-de-France	288	-18%
Auvergne-Rhône-Alpes	126	-15%
Hauts-de-France	100	-18%
Grand Est	91	+7%
Occitanie	74	-31%
Pays de la Loire	64	+10%
Bourgogne-Franche-Comté	53	-26%
Nouvelle-Aquitaine	53	-18%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	52	-34%
Normandie	32	+7%
Bretagne	26	-26%
Centre-Val de Loire	25	-34%

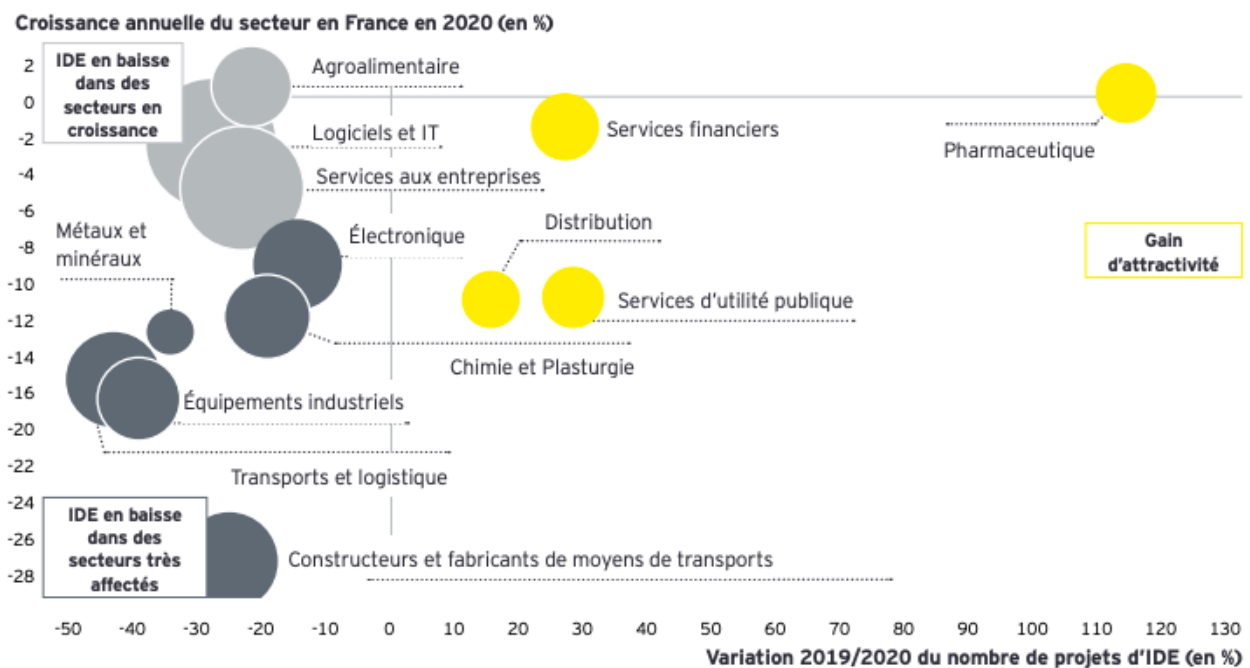
Source : EY European Investment Monitor, 2021

+123 %

C'est l'évolution du nombre de projets d'investissements étrangers dans le secteur pharmaceutique en France, entre 2019 et 2020. Comme au Royaume-Uni (+161 %) et en Allemagne (+138 %), le secteur a largement bénéficié de la crise du Covid-19. Mais la France s'en est particulièrement bien sortie par rapport à ses deux principaux concurrents, avec pas moins de 58 projets d'investissements, contre seulement 47 outre-Manche et 31 outre-Rhin. Signe que la santé constitue un secteur critique pour l'Hexagone, celui-ci attire 40 % des projets européens d'investissements dans les équipements médicaux et chirurgicaux ! *"Cette tendance est la conséquence de la bonne santé du secteur pharmaceutique avant la crise sanitaire, et aussi de la prise de conscience de la nécessité de produire certains produits ou molécules en France. Les appels d'offres du gouvernement visant à relocaliser les activités critiques ont notamment participé à cette augmentation du nombre de projets"* , analyse EY.

A contrario, le secteur aéronautique qui faisait la renommée de la France en Europe, a été touché de plein fouet par la crise. Seuls 7 projets d'investissements ont été recensés dans l'Hexagone en 2020, contre 31 en 2019, ce qui place le pays derrière le Royaume-Uni (12 projets). Mais il serait trompeur de dire que les transports dans leur ensemble ont pâti de la crise : l'automobile française s'en sort étonnamment bien, avec 50 projets d'investissements, en très léger recul par rapport à 2019 (51 l'année passée) et devançant encore largement l'Allemagne (35) et le Royaume-Uni (24). Tout aussi étonnant : le secteur des logiciels, pourtant en croissance à l'échelle mondiale, n'a pas attiré les investisseurs en Europe. La concurrence des États-Unis et de la Chine les a visiblement détournés des acteurs du Vieux continent.

Fig. 11 : Croissance du nombre de projets d'IDE et croissance sectorielle en 2020



Sources : EY European Investment Monitor, 2021; Oxford Economics.
Taille des cercles proportionnelle au nombre d'IDE manufacturiers en France entre 2015 et 2020.








34,6 %

Plus d'un tiers des projets d'investissements étrangers en France

concernent les activités de production. Les problématiques logistiques, de production et d'approvisionnement, engendrées par la crise mondiale ont mis en lumière la nécessité de se doter d'un appareil industriel puissant, cassant la logique de délocalisation à l'oeuvre depuis plusieurs décennies. *"Les implantations logistiques et industrielles ont mieux résisté à la crise (respectivement + 2 % et - 17 %) que les projets de centres de R&D (- 23 %) et de sièges sociaux (- 34 %)"* , souligne ainsi EY. Une perspective réjouissante pour les marques, qui trouveront plus facilement des centres de production locaux, et pour les consommateurs partisans du Made in France.

Le revers de la médaille réside dans la perte d'attractivité de la R&D tricolore. La France conserve de justesse sa première place européenne de la R&D face au Royaume-Uni (avec 115 projets en 2020, contre 114) mais *"plusieurs observateurs - dont les Conseillers du Commerce extérieur - notent une dégradation de la perception de la qualité de notre R&D"* , rappelle EY. Le cabinet attribue cette dégradation à l'incapacité des laboratoires français, publics comme privés, de mettre au point un vaccin contre le Covid-19. Le début du déclin ? Pas encore, tempore le cabinet auteur du baromètre, qui souligne que *"malgré la crise, l'exercice 2020 [fait] partie des trois plus prolifiques dans le secteur de la R&D au cours de la période 2010-2020"* .

Fig. 14 : Activités ayant reçu le plus d'investissements étrangers en 2020 et évolution du nombre de projets depuis 2019 en France

Activité	Nombre de projets en 2020	Évolution 2019/2020
Production	341 	- 17%
Services aux entreprises *	240 	n.d.
Marketing et vente	123 	- 70%
Recherche & Développement	115 	- 23%
Logistique	89 	↑ 2%
Centres de décision	63 	- 34%
Autres**	14 	- 70%

* La catégorie a été créée en 2020

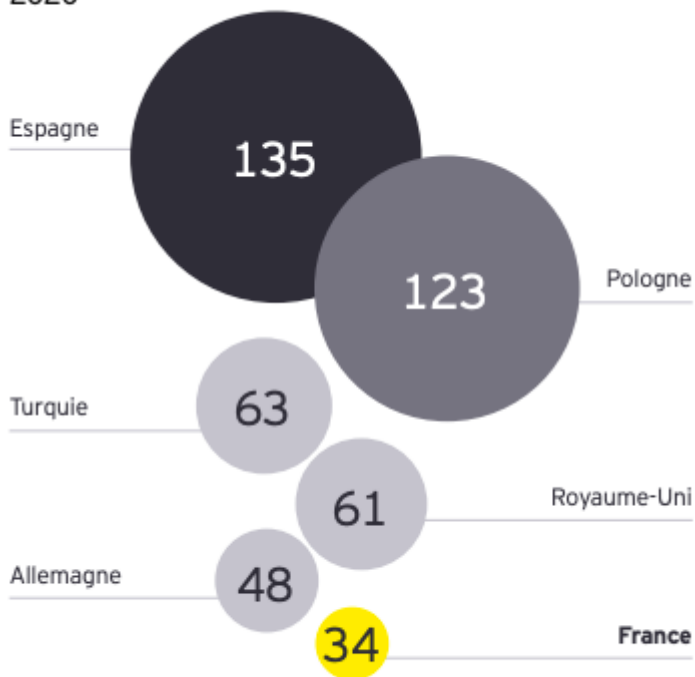
** Autres : centres de contact, centres de formation, data centers, centres de services partagés ; etc.

Source : EY European Investment Monitor, 2021

30 558

C'est le nombre d'emplois créés en France en 2020 grâce aux investissements étrangers. Crise oblige, ce nombre est en nette diminution par rapport à 2019 et même 2018 ; le Covid-19 a donc cassé une dynamique précieuse pour l'Hexagone afin de doper l'emploi sur le territoire national. Point positif dans ce tableau bien sombre, le nombre moyen d'emplois créés en France par projet d'investissement est, lui, en hausse : 34 contre 31 l'année passée. Cela reste néanmoins un bilan bien maigre face aux champions que sont l'Espagne ou la Pologne – où le coût du travail est moindre mais où la qualification des emplois créés l'est également. EY note cependant que *"le Royaume-Uni et l'Allemagne parviennent à tirer un meilleur effet 'valeur' sur l'emploi"* , chaque projet générant davantage d'emplois qu'en France.

Fig. 7 : Nombre moyen d'emplois créés par projet en 2020



Source : EY European Investment Monitor, 2021

3e

Le soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation est le troisième facteur le plus important pour les dirigeants dans leur décision d'investir en France. Avec 26 % des réponses, ce levier augmente de 9 points, passant de la sixième à la troisième place dans leur grille de décision, derrière l'image de marque et le rayonnement international (35 % des réponses, qui bondit de 28 points et de 10 places), puis les infrastructures publiques (stable à 29 %, +2 places). L'intérêt des dirigeants pour cette question dépasse même celles autour de la réduction du coût du travail (8 % des réponses) ou de la flexibilité du marché du travail (16 % des réponses). À noter également, la belle progression du levier lié à l'inclusion et aux politiques sociales, qui progresse de 15 points pour passer du douzième au sixième rang dans la grille de décision des dirigeants internationaux.



À lire aussi
5 programmes d'accompagnement nés pendant la crise pour encourager l'inclusion

Les 5 facteurs qui prendront le plus d'importance au cours des trois prochaines années

	Progression (en points de %)	Rang de priorité des 3 dernières années	Rang de priorité des 3 prochaines années
L'image de marque et le rayonnement international	+ 28	11	1
L'inclusion et les politiques sociales	+ 15	12	6
Les politiques environnementales	+ 11	10	9
Les politiques fiscales	+ 10	8	4
Le soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation	+ 9	6	3

